

## VI. ANNEXES

### Annexe 1 : Progrès accomplis depuis l'adoption des programmes de mesures

A titre d'exemple, voici quelques résultats de mesures mises en œuvre depuis l'adoption des programmes de mesures en 2022 :

- Plus de 124 ouvrages sur les cours d'eau en liste 2 ont fait l'objet de travaux pour restaurer la continuité écologique ;
- Au moins 1 580 km de cours d'eau ont fait l'objet d'action de restauration hydromorphologique ;
- Près de 3 929 ha de milieux humides ont fait l'objet d'aides de l'agence de l'eau pour des opérations d'acquisition, d'entretien ou de restauration ;
- 99 stations de traitement des eaux usées ont fait l'objet d'actions de travaux de construction ou réhabilitation ;
- 183 captages prioritaires ont fait l'objet d'une démarche d'élaboration ou de mise en œuvre d'un programme d'actions ;
- Lancement d'études sur les volumes prélevables sur près de 85% du bassin, dont 6 sont achevées ;
- 15 PTGE ont été accompagnés par l'agence de l'eau ;
- Le plan d'adaptation au changement climatique a été réalisé et validé par le comité de bassin ;
- Constitution de l'Etablissement public territorial de bassin (EPTB) Sarthe.

Bien que de réels progrès soient identifiés, toutes les mesures des programmes de mesures adoptés en 2022 n'étaient pas opérationnelles au début de l'année 2024. Il est important de souligner que l'outil national de suivi des programmes de mesures (OSMOSE 2) ne permet pas de dresser un bilan prospectif de l'avancement des mesures.

La mise en œuvre des mesures se heurte à plusieurs freins. Tout d'abord, le contexte économique entraîne encore aujourd'hui des difficultés ou retards pour mettre en œuvre les mesures. Par ailleurs, un certain nombre de mesures sont basées sur des processus de concertation qui nécessitent un délai important de mise en place. Les mesures de restauration écologique des milieux se heurtent encore à certains freins d'ordre techniques, juridiques, financiers et sociologiques. Enfin, la lutte contre les pollutions diffuses nécessite de réduire la pollution à la source et de mobiliser des outils au-delà de la seule politique de l'eau (politique agricole, politique d'aménagement urbain). Ces changements s'inscrivent de fait nécessairement dans le temps long.